

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 13/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEPE Lande du Moulin

Z.I. n 2
Impasse du Pré Bernot
60880 LE MEUX

Références : N4-2022-1294
Code AIOT : 0006309675

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2022 dans l'établissement SEPE Lande du Moulin implanté Le Bossis Chatelet 44750 CAMPBON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE Lande du Moulin
- Le Bossis Chatelet 44750 CAMPBON
- Code AIOT : 0006309675
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la société S.E.P.E Lande du Moulin est constitué de 5 éoliennes de modèle ENERCON E-82, d'une hauteur totale (en bout de pâle) de 149,38 m, d'une hauteur de mât de 106,8 m et d'une puissance unitaire de 2,3 MW, soit une puissance totale installée maximum de 11,5 MW. Ce parc est autorisé par arrêté préfectoral du 1er juillet 2019, modifié par donner acte préfectoral du 7 août 2020 (modification du poste de livraison) et par donner acte du 25/10/2021 (prorogation du délai de validité de l'AEU). L'exploitation du parc éolien est assurée par la société Alteric SARL. La maintenance des éoliennes est réalisée par ENERCON. La mise en service du parc éolien date du mois de septembre 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mesures et suivis environnementaux (milieu naturel et acoustique)
- maintenances des éoliennes
- risques accidentels et procédures d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En séance, l'exploitant indique être en cours de traitement de 12 plaintes concernant une gêne de réception de signal audiovisuel.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Risques Accidentels – formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Plan d'actions	30 jours
2	Consignes de sécurité (affichage terrain)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Plan d'actions	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Protection avifaune	Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 7.1	/	Sans objet
4	Protection des chiroptères	Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 7.2	/	Sans objet
5	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 7.1 et 7.2	/	Sans objet
6	Préservation et suivi des milieux	Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 7.3	/	Sans objet
7	Protection du paysage	Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 7.4	/	Sans objet
8	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 9 et 10	/	Sans objet
9	Risques Accidentels - Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
10	Risques Accidentels – Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Sans objet
11	Risques Accidentels – Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Consignes de sécurité (procédures)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
13	Procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Risques Accidentels – Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
15	Risques Accidentels – Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Sans objet
16	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
17	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
18	Garanties financières (GF)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Section 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en service du parc éolien est récente. La date exacte de mise en tension des installations est à préciser. Des éléments complémentaires sont attendus concernant la mise en oeuvre des mesures environnementales afférentes au parc éolien, ainsi que concernant les maintenances préventives, les risques accidentels, les consignes de sécurité et procédures d'urgences. Une visite de suites est à prévoir en 2023.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation et exercices
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>« La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place. »</p> <p>Constats : A ce jour, aucune formation aux risques accidentels liés spécifiquement aux installations n'est suivie par l'exploitant technique. Concernant le personnel d'Enercon, aucun justificatif n'est apporté sur le suivi d'un module de formation spécifique aux Risques Accidentels, mis à part un courrier "type" de la société de maintenance indiquant la mise en place d'un tel module d'ici la fin de 2022 avec carnet de formation associé. L'exploitant fait part de difficultés à obtenir des informations à ce sujet auprès de l'entreprise ENERCON.</p> <p>Le registre de formation et d'exercice n'est, à ce jour, pas établi.</p> <p>Observations :</p> <p>=> un module de formation spécifique aux risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, est à mettre en place, à la fois pour le personnel intervenant sur les éoliennes lors des maintenances préventives et pour le personnel exploitant du parc. Cela dans le plus bref délai.</p> <p>=> les justificatifs de mise en place et/ou de suivi de cette formation par le personnel pré-cité est attendu sous 3 mois.</p> <p>=> un exercice d'entraînement est à réaliser sur site au moins une fois, idéalement en présence du SDIS/ GRIMP. Les exercices doivent aussi prendre en compte les risques accidentels associés au fonctionnement des installations.</p> <p>=> les attestations et le suivi des formations du personnel de conduite du parc et du personnel intervenant sur les machines, ainsi que les bilans d'exercices, sont à consigner dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des ICPE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : demande d'un Plan d'actions
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Consignes de sécurité (affichage terrain)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Les panneaux d'affichage des consignes de sécurité vis-à-vis des tiers ne sont pas encore installés aux accès aux 5 éoliennes.
Observations : => les panneaux d'affichage des consignes de sécurité vis-à-vis des tiers sont à mettre en place au plus vite. Les justificatifs de mise en place de ces panneaux (photos, factures,...) sont à fournir sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'un Plan d'actions
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Protection avifaune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage Milan noir
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de limiter le risque de collision sur le Milan noir, l'exploitant met en œuvre une mesure d'arrêt des éoliennes pouvant intervenir du 1er mars au 30 septembre au moment où la coupe des foins a lieu sur les parcelles du périmètre immédiat. Ainsi les cinq éoliennes seront mises à l'arrêt pendant 3 jours en comptant le premier jour de la fenaison. Les machines seront mises à l'arrêt uniquement la journée, le Milan noir étant inactif de nuit.
Constats : L'exploitant indique avoir passé les conventions avec les propriétaires des parcelles concernées, pour mise en place de la mesure dès 2023.
Observations : => les conventions avec les propriétaires des parcelles concernées par la mesure de bridage en faveur du Milan noir sont à fournir à l'inspection des ICPE, sous 1 mois ; => des bilans annuels de mise en œuvre du bridage sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des ICPE.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Protection des chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bridages en faveur des chauves-souris
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un bridage sur les éoliennes E4 et E5, dès leur mise en exploitation. Cette mesure réductrice consiste à empêcher le déclenchement de la rotation des pâles lorsque l'ensemble des conditions ci-dessous sont réunies : Période du 1er avril à 30 septembre, pluviométrie nulle, températures supérieures à 13 °C à hauteur de moyeu, vitesse de vent inférieure à 5 m/s à hauteur de moyeu, de la première demi-heure avant le coucher du soleil jusqu'à la première demi-heure suivant le lever du soleil. Toute modification de cette régulation doit être préalablement justifiée au regard des bilans de suivis de mortalité et d'activité indiqués ci-dessous.
Constats : L'exploitant indique que le bridage sera mis en œuvre dès 2023.
Observations : => le justificatif d'implémentation du bridage sur les machines est à fournir, sous 3 mois. => la mise en œuvre effective du bridage en faveur des chiroptères est susceptible d'être vérifiée en inspection, notamment suite à une inspection inopinée concernant des relevés de mortalité sous les éoliennes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 7.1 et 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de mortalité faune volante + activité en altitude des chiroptères
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Afin de vérifier le faible impact résiduel sur [la faune volante], l'exploitant met en place un suivi mortalité, durant chacune des deux premières années de fonctionnement du parc éolien, entre les semaines 12 et 43 incluses (du 15 mars à fin octobre) à raison d'un passage par semaine pour chaque éolienne. Ce suivi est mutualisé avec le suivi mortalité des chiroptères. Deux sessions de tests d'efficacité de l'observateur et de persistance des cadavres sont à réaliser sous chaque éolienne en mai-juin, août-septembre.</p> <p>Ce suivi est réalisé conformément au protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres en vigueur.</p>
Constats : Le bureau d'étude n'est, selon l'exploitant, pas encore sélectionné pour la réalisation du suivi.
<p>Observations : => un justificatif d'engagement des suivis en 2023 (proposition de bureau d'étude signée,...) est à fournir sous 3 mois.</p> <p>L'inspection des ICPE rappelle la nécessité de réaction de la part de l'exploitant en cours de suivi et en cas de constat de mortalité d'une espèce menacée (CR, EN, VU sur liste rouge) ou en cas de mortalité importante / massive d'une espèce protégée.</p> <p>En cas de modification du bridage, suite au suivi réalisé en 2023, les points de vigilance suivants sont à prendre en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cette modification doit s'effectuer, en particulier, selon le suivi d'activité des chiroptères à hauteur de nacelle : c'est en effet à partir des relevés d'activité que le risque d'impact est à couvrir, indépendamment de la mortalité observée, notamment s'agissant des espèces de chiroptères au statut de conservation précaire ; - une attention particulière sera portée à l'activité de la Noctule commune pour la modification du bridage : en effet, cette espèce est classée vulnérable (VU) sur listes rouges nationale et régionale et nécessite la mise en place d'un bridage spécifique (vitesse de vent < 7 à 8 m.s) sur des périodes ciblées sur la forte activité en altitude de l'espèce, observée sur site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivis zones humides, compensation haies, suivi des milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les deux ans suivant la mise en exploitation du parc, afin de caractériser son état initial en matière de biodiversité, l'exploitant réalise une expertise faune-flore de la parcelle ZV103 sur un cycle annuel et notamment au printemps, Celle-ci est à reconduire au bout de trois ans après sa mise en exploitation puis une fois tous les 10 ans afin de vérifier l'efficacité de la restauration de cette zone humide dégradée en matières d'habitat et de biodiversité.</p> <p>Afin de compenser la destruction des haies arbustives (123 m) et des haies multistrates (115 m), l'exploitant doit replanter : 204 m de haies multistrates et 222 m de haies arbustives à proximité du périmètre immédiat. Un bilan de la réalisation de ces plantations sera transmis à l'inspection des installations classées pour l'environnement et à la DDTM.</p> <p>Un suivi des milieux dans une zone de 300 mètres autour des éoliennes sera réalisé au moins une fois durant les trois premières années de mise en exploitation puis tous les dix ans (après le dernier suivi). Une comparaison entre le dernier état initial connu sera effectué afin de rendre compte des évolutions des habitats naturels dans le temps en termes de surface de chaque habitat (ou longueur dans le cas de structures linéaires et d'état de conservation). Le rapport de suivi analysera également les conséquences potentielles de l'évolution des habitats naturels sur les espèces d'oiseaux et de chauves-souris à enjeu identifiées dans l'étude d'impact.</p>
<p>Constats : En séance, l'exploitant n'a pas d'information concernant l'état de réalisation des mesures compensatoires liées aux haies et zones humides.</p>
<p>Observations :</p> <p>=> les bilans de réalisation des mesures de compensation en faveur des haies et des zones humides sont à fournir, sous 1 mois. Un plan de localisation des deux mesures est à fournir.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que les mesures de compensations prévues dans le cadre de l'autorisation environnementale du projet sont à réaliser, dans l'idéal, avant les travaux de construction du parc éolien et en tout état de cause, avant la fin de ces travaux.</p> <p>Un retour sur site de l'inspection des ICPE est prévu fin 2023, entre autres afin de s'assurer de la bonne réalisation de ces mesures.</p> <p>=> le suivi des milieux est à réaliser dans les 3 ans.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Protection du paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Plantations d'écrans végétaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de gêne visuelle avérée et dont la pertinence d'une plantation sera vérifiée par un paysagiste, l'exploitant met en œuvre, en accord avec les propriétaires concernés suite à une demande écrite dans les deux ans suivant l'achèvement du parc, la plantation de linéaires de haies bocagères permettant de réduire l'impact visuel pour les lieudits la Maison Rouge, les Sapins, et Quéhillac notamment ainsi qu'en périphérie du domaine du Château de Quéhillac. Cette mesure sera réalisée pour un montant maximum de 15 000 €. Il met également en place des mesures d'accompagnement sur la commune de Campbon correspondant à une participation financière de 25 000 euros.</p> <p>Un bilan de la réalisation de ces plantations et de la mise en place des mesures d'accompagnement au niveau communal sera transmis à l'inspection des installations classées pour l'environnement et à la DDTM.</p> <p>Constats : L'exploitant, en séance, indique ne pas avoir eu de plainte concernant le paysage et donc, à priori, aucune mesure de plantations de haies paysagères n'a été mise en œuvre à ce jour.</p> <p>Observations :</p> <p>=> Il est demandé à l'exploitant de mettre en place la mesure de plantations d'écrans végétaux prescrite. Il ne s'agit pas seulement d'une mise en œuvre en cas de plainte de riverains. Il convient de faire une information (plutôt par courrier) auprès de l'ensemble des habitants des hameaux proches les plus impactés par le parc éolien (identifiés dans l'étude d'impact). Cette information doit renseigner la possibilité de mise en œuvre de plantations de haies en cas de gêne visuelle avérée et sur demande. Ensuite, les demandes pertinentes récoltées par l'exploitant sont à satisfaire.</p> <p>=> Un bilan d'engagement de la mesure est demandé sous 3 mois.</p> <p>La mise en œuvre effective de la mesure sera, entre autres, vérifiée lors d'une inspection convenue en 2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 9 et 10
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage acoustique + mesures post-implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 9 : Mesures spécifiques liées aux nuisances sonores</p> <p>Afin de respecter les valeurs limites admissibles des niveaux sonores et des émergences en période diurne et nocturne telles que précisées à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011, l'exploitant met en œuvre le bridage tel que prévu dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Article 10 : Autosurveillance des niveaux sonores</p> <p>Dans les 18 mois qui suivent les phases de test et de réception de l'ensemble des installations permettant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, l'exploitant engage la réalisation, à ses frais, d'une mesure des niveaux d'émission sonore par une personne ou un organisme qualifié.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon les dispositions prévues par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Les emplacements de mesure sont définis de façon à apprécier le respect du niveau de bruit maximal de l'installation et des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Ces emplacements incluent a minima les points de mesure retenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.</p> <p>Le contrôle est réalisé dans les conditions de fonctionnement prenant en compte le plan de fonctionnement aménagé pour chaque machine (mesures de bridage ou d'arrêt des aérogénérateurs), et pouvant être ajusté en cas de besoin dans l'objectif de respecter les valeurs limites réglementaires.</p>
Constats : La campagne de mesures post-implantation est prévue, soit au printemps, soit à l'hiver 2023 en fonction des conditions météorologiques.
Observations : => l'exploitant doit fournir, sous 1 mois, le justificatif d'implémentation du bridage acoustique sur les éoliennes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Tests d'arrêts et équipements électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente. Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats : A ce jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la maintenance avant la mise en service a été réalisée : l'exploitant a transmis les rapports pour les 5 éoliennes : ces documents sont en anglais le référentiel des points vérifiés n'a pas été fourni ; - la maintenance 300 h est réalisée (en octobre 2022) : l'exploitant n'a pas fourni les rapports correspondants. <p>L'exploitant a par ailleurs fourni les rapports du bureau d'étude VERITAS, de vérifications des installations électriques HTA et BT pour le poste de livraison, datés du 20/07/2022 sans non conformité. Les équipements électriques des éoliennes sont vérifiés lors des maintenances préventives.</p>
<p>Observations :</p> <p>=> sous 1 mois, l'exploitant justifie de la bonne vérification des tests d'arrêt au cours des maintenances avant MSI et à 300 h. Il précise les points concernés par ces tests et transmet le référentiel de ces points de contrôle, avec les rapports de maintenance.</p> <p>=> depuis le 1er juillet 2022 les rapports de maintenance sont attendus en français.</p> <p>=> la date exacte de mise en service du parc éolien est à préciser, sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : RA – Maintenance des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Brides, mât
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : A ce jour, la maintenance à 300 h des éoliennes a été réalisée (vu sur registre dans l'éolienne E5 visitée). Au cours de cette maintenance, 100 % des brides de fixations du mât et des pales sont vérifiés mécaniquement. L'exploitant n'a pas présenté les rapports de cette maintenance. Concernant le mât qui est en béton sur ses 2/3 inférieurs, la fixation à la fondation se fait au moyen de câbles de pré-contrainte (donc sans brides). Ces câbles ont été vus à l'intérieur de l'éolienne E5 visitée.
Observations : => les rapports de maintenance 300 h en français sont à fournir sous 1 mois, avec l'identification des points de contrôle concernant la vérification des brides de fixations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : RA – Maintenance des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Pales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant indique que les pales sont vérifiées tous les 6 mois au cours des maintenances préventives. Ce contrôle est visuel depuis la nacelle. Des vérifications ponctuelles, en cas de besoin, sont effectuées en plus par le turbinier, depuis le sol à l'aide d'un télescope. Le 5/12/2022, l'exploitant a par ailleurs réalisé un contrôle spécifique des pales.
Observations : => les rapports de contrôle des pales effectués par l'exploitant sont à fournir sous 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Consignes de sécurité (procédures)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, établissement consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats : L'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le plan de prévention valable du 07/11/2022 au 28/02/2023 : dans lequel figurent en particulier les consignes en cas d'incendie, de risques chimiques, risques vis-à-vis des tiers, du travail en hauteur et du bruit, les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention et des secours, ainsi que les informations à transmettre aux services de secours externes ; – le manuel d'opération de l'éolienne Enercon E83 dans lequel figurent les consignes de sécurité à destination du personnel intervenant dans les machines, notamment en cas de tempête, orage, chute de glace, survitesse.
Observations : => sous 1 mois, l'exploitant fournit les consignes de sécurité pour l'ensemble des situations envisagées à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Procédures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, procédure urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<p>Constats : L'exploitant explique en séance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que l'astreinte peut être assurée par lui-même pendant les heures ouvrées ; - avoir passer un contrat avec la société ABO WIND pour la gestion des situations d'urgence notamment en dehors des heures ouvrées, en tenant compte des délais de 60 et 15 minutes, respectivement pour mise en œuvre des procédures et transmission de l'alerte ; - avoir souscrit un contrat de gardiennage avec le société COPS 45 : cette société étant à même de venir effectuer une levée de doute sur site.
Observations : => les justificatifs concernant les contrats avec les société ABO WIND et COPS 45 sont à fournir sous 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : RA – Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique disposer d'un registre de maintenance numérique et qu'il mettra en place un tableur de suivi des maintenances sur les points spécifiques liés aux ICPE. Par ailleurs, un bon d'intervention est émis à chaque opération réalisée sur les éoliennes. Ce bon précise la nature des opérations / mesures correctives apportées. Il est consigné sur le registre numérique d'Enercon auquel l'exploitant a accès.</p> <p>Par ailleurs, un registre manuel à jour a été vu dans l'éolienne E5, visitée au cours de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : RA – Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des SIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. « L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.
Constats : L'exploitant a fourni la liste des SIS précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Les installations visitées (éolienne E5 et poste de livraison) sont maintenues fermées à clef.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'exploitant a fourni : – le manuel d'opération de l'éolienne Enercon E82 qui présente le fonctionnement des capteurs d'échauffement au niveau des équipements à risque de départ d'incendie. Ce manuel fait aussi état de la détection d'incendie : deux détecteurs asservis à une alarme sonore et une alerte sont présent, l'un en nacelle, l'autre en haut du mât ; – les rapports du 20/06/2022 de vérifications des extincteurs présents dans les 5 éoliennes. Ces vérifications sont réalisées par le BE « PLANETA ». Les extincteurs du poste de livraisons (2) et en pied de mât de l'éolienne E5 (1) ont été vu sur site et la date de vérification de ces équipements correspond à celle enregistrée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Garanties financières (GF)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Section 8
Thème(s) : Autre, Attestation de GF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constitution, actualisation des GF
Constats : L'exploitant a fourni l'acte de cautionnement du 25/10/2022 qui émane de la banque « QBE Europe SA/NV » pour un montant de 363 891,54 euros valable du 01/10/2022 au 30/09/2027.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet